

3 juin 2008  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Réunion biennale des États pour l'examen  
de la mise en œuvre du Programme d'action en vue  
de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite  
des armes légères sous tous ses aspects**  
New York, 14-18 juillet 2008

**Document de travail sur la coopération  
et l'assistance internationales et le renforcement  
des capacités nationales**

**Incidences sur le plan des ressources des engagements  
contractés par les États au titre du Programme d'action  
et de l'Instrument international de traçage**

**I. Aperçu**

1. Le présent document a été établi en vue de faciliter les débats consacrés lors de la troisième Réunion biennale des États à l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action<sup>1</sup>. Au paragraphe 8 de sa résolution 62/47, l'Assemblée générale a exhorté les États à tirer pleinement parti de la troisième Réunion biennale et à rendre compte des difficultés de mise en œuvre auxquelles ils se heurtent ainsi que des possibilités qui leur sont offertes dans les domaines intéressant le commerce illicite des armes légères sur lesquels ils décident de mettre l'accent. Les consultations initiales à composition non limitée, qui ont été menées à New York et à Genève par M. Dalius Čekuolis, Président désigné de la troisième Réunion biennale, ont permis de retenir comme sujets à débattre durant la troisième Réunion biennale les questions concernant le courtage illicite ainsi que la gestion des stocks et la destruction ou l'élimination des excédents. M. Čekuolis a indiqué par ailleurs que le thème de l'assistance et de la coopération internationales constituerait un point de référence commun pour tous les débats de la réunion de New York. De plus, il a noté qu'en application de résolutions récentes de l'Assemblée générale, la réunion examinerait la mise en œuvre de l'Instrument international de traçage (voir A/60/88 et Corr.1 et 2).

---

<sup>1</sup> Voir le *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.



## **II. Raison d'être**

2. À des réunions mondiales et régionales, les États ont souligné l'importance qu'avaient la coopération et l'assistance internationales ainsi que le renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre efficace du Programme d'action.

3. De surcroît, le Programme d'action insiste beaucoup lui-même sur l'importance de la coopération et de l'assistance internationales pour sa mise en œuvre. En particulier :

a) Le préambule souligne « qu'une coopération et une assistance internationales, y compris une aide financière et technique, selon qu'il convient, sont nécessaires d'urgence pour appuyer et faciliter les efforts déployés aux niveaux local, national, régional et mondial, en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects » (sect. I.14);

b) Une section entière du Programme d'action est consacrée à la question intitulée « Application, coopération et assistance internationales » (sect. III.1 à 18);

c) La section consacrée au suivi de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects encourage « toutes les initiatives visant à mobiliser des ressources et des compétences pour promouvoir l'exécution du Programme d'action et à fournir une assistance aux États pour son application » (sect. IV.2.b).

4. La Réunion biennale offre l'occasion de promouvoir la coopération et l'assistance internationales ainsi que le renforcement des capacités nationales au moyen d'échanges d'informations sur l'expérience acquise, d'idées, d'initiatives et de mécanismes de manière à répondre aux besoins en faisant appel aux ressources existantes, et de définir les difficultés rencontrées et les possibilités offertes dans le domaine de l'application du Programme d'action.

## **III. Incidences sur le plan des ressources**

5. Le présent document examine les incidences sur le plan des ressources de la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. En ce qui concerne le Programme d'action, l'accent est mis sur les questions concernant le courtage illicite, la gestion des stocks et la destruction ou l'élimination des excédents en vue de faciliter un examen approfondi des difficultés et des possibilités liées à l'exécution des activités dans ces domaines. Sont également examinées les incidences financières des engagements pris au titre de l'Instrument international au sujet du marquage, de la tenue de registres et de la coopération en matière de traçage.

6. L'expression « incidences sur le plan des ressources » utilisée ici se rapporte aux ressources et activités nécessaires pour s'acquitter des engagements pris au titre du Programme d'action. Il peut s'agir du recrutement, de la formation et de la rémunération du personnel nécessaire ou de la mise en place et du fonctionnement de systèmes liés à l'application des lois et règlements pertinents. Le fait de bien comprendre les incidences du Programme d'action sur le plan des ressources facilite la définition des besoins en matière d'assistance et de renforcement des capacités et souligne également la nécessité de la planification en vue de renforcer l'application

du Programme d'action (examens de la législation, plans d'action nationaux, évaluations de base, etc.).

7. Les débats consacrés à la coopération et à l'assistance internationales mettent souvent l'accent sur la fourniture d'une aide aux pays qui manquent de moyens de mise en œuvre. La coopération ne suscite pas autant d'attention. Le présent document examine donc aussi les aspects de la coopération internationale qui contribuent à renforcer les capacités nationales de mise en œuvre efficace des activités.

8. En fonction des conditions propres aux divers États et du domaine d'action envisagé, les besoins en matière de ressources et de renforcement des capacités peuvent inclure les éléments suivants :

- Législation;
- Systèmes et procédures;
- Matériel, infrastructure et technologie, y compris les transferts;
- Formation destinée aux autorités douanières, à la police, aux services de renseignement et aux responsables de la maîtrise des armements;
- Formation des autorités aux techniques d'enquête;
- Formation en matière de sécurisation des stocks;
- Financement;
- Évaluation des besoins;
- Coordination nationale (échange d'informations et coordination entre les administrations).

9. En fonction des conditions propres aux divers États et du domaine considéré, les aspects de la coopération peuvent inclure les éléments suivants :

- a) Échanges d'informations multilatéraux et bilatéraux, y compris :
  - i) Mise en place de points de contact;
  - ii) Échange d'informations sur les pratiques de référence et l'expérience acquise au niveau national;
  - iii) Échanges d'informations sur les armes légères saisies en vertu de la législation nationale;
- b) Coopération en matière d'échange d'informations entre les pays afin d'identifier les filières de trafic d'armes légères, munitions comprises;
- c) Mise en place de mécanismes de sécurité pour les contrôles aux frontières afin d'éviter le détournement d'armes;
- d) Coopération en matière d'enquêtes criminelles.

10. Les débats de la troisième Réunion bilatérale sur la coopération et l'assistance internationales pourraient au minimum aider les États :

- a) À mieux comprendre les incidences sur le plan des ressources des engagements auxquels ils ont souscrit dans le Programme d'action (thèmes à

débattre lors de la troisième Réunion biennale) et de l'Instrument international de traçage;

b) À identifier leurs besoins en matière d'aide et de renforcement des capacités dans ces domaines;

c) À savoir quels sont les ressources et les mécanismes dont ils peuvent disposer pour répondre à ces besoins.

## **IV. Coopération et assistance internationales**

11. À la section III du Programme d'action, les États ont souligné l'importance cruciale de la coopération et de l'assistance internationales pour la mise en œuvre efficace du Programme. Les États ont souscrit à une série d'engagements de caractère général afin d'appuyer l'application au niveau national des mesures définies à la section II du Programme (voir, par exemple, la section III, par. 1 à 3). Ils ont également pris plusieurs engagements plus précis en ce qui concerne les questions à examiner lors de la troisième Réunion biennale.

### **A. Courtage**

12. Engagements spécifiques :

- Renforcement de l'entraide judiciaire et d'autres formes de coopération pour faciliter les enquêtes et les poursuites concernant le commerce illicite des armes légères (Programme d'action, section III, par. 13);
- Coopération internationale pour l'échange d'informations (points de contact nationaux).

13. Incidences sur plan des ressources liées aux engagements souscrits dans le Programme. Les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur le courtage portent notamment sur les éléments suivants :

- Améliorations à apporter à la législation en vigueur ou élaboration d'une législation nouvelle;
- Établissement et tenue de registres de courtiers;
- Mise en place de systèmes et de procédures pour l'enregistrement des courtiers et l'octroi de licences;
- Acquisition de moyens informatiques et d'autres équipements pour l'enregistrement, l'octroi de licences et la tenue de registres concernant les courtiers et les activités de courtage;
- Acquisition de matériel et de technologie pour aider à détecter les faux certificats de destination finale et vérifier les documents;
- Recrutement et formation du personnel nécessaire (vérification des documents, enquête sur les activités illicites de courtage, etc.);
- Amélioration de la capacité de surveiller les filières de transport, les frontières terrestres, maritimes et fluviales, les aéroports et les itinéraires de vols;

- Amélioration de la capacité d'appliquer les pénalités pour courtage illicite;
- Coopération et échange d'informations entre les administrations afin de surveiller les activités de courtage;
- Renforcement des partenariats et de la coopération multilatérale, y compris l'entraide judiciaire;
- Échanges multilatéraux d'informations sur les pratiques de référence.

## **B. Gestion et sécurité des stocks**

### 14. Engagements spécifiques :

- Nécessité d'envisager sérieusement d'aider les États intéressés, à leur demande, à renforcer leur capacité dans divers domaines, y compris la gestion et la sécurité des stocks (Programme d'action, section III, par. 6);
- Octroi d'un appui aux programmes régionaux et internationaux de formation de spécialistes de la gestion et de la sécurité des stocks d'armes légères (Programme d'action, section III, par. 8).

### 15. Les incidences sur le plan des ressources concernant les engagements souscrits et l'élaboration de normes et de procédures se rapportent aux éléments suivants :

- Réinstallation éventuelle des stocks existants;
- Mesures et infrastructures visant à améliorer la sécurité physique des stocks, y compris le contrôle de leur accès;
- Acquisition de moyens informatiques et d'autres équipements nécessaires pour la gestion des stocks;
- Recrutement et formation de personnel;
- Renforcement des capacités pour détecter et punir les violations des normes et procédures établies;
- Coopération et échange d'informations entre les administrations afin de déterminer les emplacements appropriés pour les stocks et de faire connaître les pratiques de référence concernant la gestion des stocks;
- Échange multilatéral d'informations sur les pratiques de référence.

## **C. Destruction et élimination des excédents**

### 16. Engagements spécifiques :

- Nécessité d'envisager sérieusement d'aider, à leur demande, les États intéressés à renforcer leur capacité dans divers domaines, y compris la destruction des armes légères (Programme d'action, section III, par. 6);
- Octroi d'une assistance en vue de la destruction ou d'une autre forme d'élimination responsable des stocks en excédent (Programme d'action, section III, par. 14).

17. Incidences sur le plan des ressources concernant les engagements souscrits et l'identification et la destruction des stocks d'armes légères en excédent, y compris les éléments suivants :

- Évaluation des besoins de l'État en matière de stocks grâce à la coopération et à l'échange d'informations entre les administrations;
- Acquisition et fonctionnement du matériel de destruction nécessaire;
- Système et procédures pour le transport sécurisé et la protection des stocks avant leur destruction;
- Recrutement et formation de personnel;
- Minimisation de l'impact sur l'environnement des programmes de destruction (en particulier aux stades de l'enlèvement et du nettoyage);
- Mesures à prendre pour enregistrer les articles détruits;
- Financement de la destruction (y compris la sous-traitance à des entreprises privées);
- Échange multilatéral d'informations sur les pratiques de référence.

#### **D. Instrument international de traçage**

18. L'Instrument international de traçage souligne l'importance de la coopération et de l'assistance internationales pour son application efficace, l'accent étant mis en particulier sur l'aide technique, financière et autre, aux niveaux bilatéral et multilatéral, afin de renforcer les capacités nationales dans les domaines du marquage, de la tenue de registres et du traçage (par. 27), et la nécessité d'encourager des initiatives dans le cadre du Programme d'action propres à mobiliser les ressources et les compétences des organisations régionales et internationales concernées, et, s'il y a lieu, en coopération avec elles, afin de promouvoir la mise en œuvre de l'Instrument (par. 29). Le document de travail sur l'Instrument international de traçage (A/CONF.192/BMS/2008/WP.4) contiendra des renseignements plus détaillés et plus précis sur la coopération et l'assistance internationales pour la mise en œuvre efficace de cet instrument.

#### **V. Mécanismes d'application**

19. Un certain nombre de mécanismes existent déjà ou sont sur le point d'être créés afin de faciliter l'assistance et la coopération internationales aux niveaux sous-régional, régional et mondial. Au niveau mondial, le Groupe des États intéressés se réunit régulièrement afin d'examiner diverses propositions concernant des projets liés au désarmement, en particulier dans le domaine des armes légères et de petit calibre. Les États peuvent utiliser cette instance pour faire connaître leurs besoins en matière d'aide et de coopération. Le Système d'appui à la mise en œuvre du Programme d'action<sup>2</sup>, qui est actuellement élaboré à l'aide de la base de données du

---

<sup>2</sup> Une version de démonstration du Système peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.un-casa.org/iss/default.aspx>.

Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères<sup>3</sup>, vise à créer un système complet de gestion de l'information portant sur tous les aspects de l'application du Programme d'action, y compris la coopération et l'assistance. Ce système mettra l'accent sur un mécanisme d'appariement des besoins et des ressources, actuellement en cours d'établissement par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), et sur un réseau de services consultatifs en ligne au sujet des armes légères afin de procéder à des échanges de données d'expérience et de conseils pratiques.

20. Les États peuvent également recourir au système d'établissement de rapports nationaux sur la mise en œuvre du Programme d'action afin d'identifier les types d'assistance dont ils ont besoin ou qu'ils voudraient fournir<sup>4</sup>. Dans sa résolution 62/47, l'Assemblée générale a beaucoup insisté sur les liens qui existent entre la présentation de rapports nationaux, la mise en œuvre du Programme d'action et la coopération et l'assistance internationales.

## VI. Étapes suivantes éventuelles

21. La troisième Réunion biennale offre aux États une occasion importante de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace du Programme d'action. À cet effet, les États sont encouragés :

- a) À échanger des informations et des données d'expérience sur leur application du Programme d'action, notamment aux niveaux sous-régional et régional, en soulignant si possible les difficultés rencontrées et les possibilités offertes en matière de mise en œuvre;
- b) À accélérer leurs efforts en vue d'identifier les besoins éventuels en matière d'assistance, de coopération et de renforcement des capacités pour l'application du Programme d'action;
- c) À utiliser, maintenir et renforcer, s'il y a lieu, les ressources et moyens existants ou sur le point d'être créés (par exemple, la base de données du Mécanisme CASA), afin de renforcer la mise en œuvre du Programme d'action.

### **Coopération et assistance internationales au titre du Programme d'action**

Durant les cinq premières années d'existence du Programme d'action (janvier 2001-décembre 2005), les États ont alloué environ 660 millions de dollars à l'assistance internationale visant à appuyer l'application du Programme. Près des trois quarts de cette assistance étaient destinés à des programmes concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants. La destruction des stocks excédentaires venait en deuxième place, avec environ 8 % de l'assistance. L'aide financière destinée aux programmes de destruction, y compris la destruction des armes et des munitions en excédent, était

<sup>3</sup> Le Mécanisme de coordination coordonne les politiques en matière d'armes légères à l'intention de 17 entités des Nations Unies : <http://www.un-casa.org>.

<sup>4</sup> Les rapports nationaux consacrés à la mise en œuvre du Programme d'action peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://disarmament2.un.org/cab/salw.html>.

principalement accordée aux États de l'Europe du Sud-Est. L'organisation de conférences, la formation, la recherche et les activités de désarmement, démobilisation et réintégration ont bénéficié du plus gros de l'appui dans le domaine des armes légères.

**La gestion et la sécurité des stocks** occupaient la cinquième place sur le plan de la fréquence de l'appui, avec un peu moins de 2 % de l'assistance financière mondiale. Cet appui a principalement porté sur l'évaluation de la sécurité physique et des pratiques de gestion dans diverses régions, ainsi que l'organisation de séminaires de formation. Les programmes d'assistance destinés au Pacifique ont mis l'accent sur le renforcement de la sécurité physique du stockage.

**Le courtage et le traçage** figuraient parmi les bénéficiaires les plus défavorisés de l'assistance financière ou technique entre 2001 et 2005. Ces domaines ont été essentiellement abordés dans le cadre de conférences et de travaux de recherche. Cependant, les États ont fréquemment coopéré en échangeant des informations et en participant aux enquêtes.

*Note* : Les chiffres cités dans le présent encadré proviennent de l'ouvrage de Kerry Maze et Sarah Parker, *International Assistance For Implementing the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects: Findings of a Global Survey* (Genève : Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, 2006, www.unidir.org).

## Matrice des incidences sur le plan des ressources

		Incidences						
		Législation	Systèmes et infrastructure/ procédures	Matériel/ technologie	Formation	Coordination nationale	Échange multilatéral d'informations	Financement
Engagements nationaux	<b>Réglementation du courtage</b>	✓	✓	✓		✓	✓	✓
	• Enregistrement des courtiers	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
	• Octroi de licences	✓	✓				✓	✓
	• Pénalités pour courtage illicite	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
	• <i>Tenue de registres *</i>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
	<b>Activités relatives à la réglementation</b>							
	• Financement des activités	✓	✓		✓	✓	✓	✓
	• <i>Transport, assurance, etc.*</i>	✓	✓		✓	✓	✓	✓
	<b>Certificats de destination finale*</b>							
	• <i>Prévention des fraudes*</i>		✓	✓	✓	✓	✓	✓
	• <i>Authentification*</i>		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gestion des stocks	Choix des emplacements		✓			✓	✓	✓
	Sécurité physique		✓	✓	✓		✓	✓
	Contrôle de l'accès		✓	✓	✓		✓	✓
	Gestion des stocks		✓	✓	✓	✓	✓	✓



Engagements nationaux	Incidences						
	Législation	Systèmes et procédures	Matériel/ infrastructure/ technologie	Formation	Coordination nationale	Échange multilatéral d'informations	Financement
Élimination des excédents	Contrôle des armes légères détenues par les unités opérationnelles		✓	✓	✓	✓	✓
	Sanctions pour vol ou perte	✓				✓	✓
	Examen périodique des stocks		✓	✓	✓	✓	✓
	Identification des excédents		✓	✓	✓	✓	✓
	Création de programmes d'élimination		✓		✓	✓	✓
	Exécution des programmes d'élimination		✓	✓	✓	✓	✓
	Sécurité des stocks destinés à être éliminés		✓	✓	✓	✓	✓
	<i>Marquage*</i>	✓	✓	✓		✓	✓
	<i>Tenue de registres*</i>	✓	✓	✓	✓	✓	✓
	<i>Coopération en matière de traçage*</i>	✓	✓	✓	✓	✓	✓

\* Les engagements indiqués en italique dans la section du courtage ont leur origine dans les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur le courtage plutôt que dans le Programme d'action. Tous les engagements dans la section du traçage proviennent de l'Instrument international. Le reste des engagements découlent du Programme d'action.

### Notes concernant l'utilisation

La matrice des incidences sur le plan des ressources regroupe les éléments qui ont été dégagés dans le document de travail sur le courtage illicite, la gestion des stocks et la destruction des excédents et dans l'Instrument international de traçage. Elle n'est donc pas exhaustive et figure à titre d'exemple. Du fait que les incidences financières sont liées à l'exécution de tous les engagements au titre du Programme d'action et de l'Instrument international, ainsi que des recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux sur le courtage, la colonne « Financement » a été cochée pour tous les engagements.

### Légende :

*Législation* : adoption ou élaboration de lois ou réglementations nationales (instruments juridiques)

*Systèmes et procédures* : mise en place d'une procédure ou d'un système administratif

*Matériel/infrastructure/technologie* : acquisition de matériel, d'infrastructure ou de technologie

*Formation* : formation de personnel

*Coordination nationale* : échange d'informations et coordination entre les administrations

*Échange multilatéral d'informations* : échange d'informations entre les États, y compris la mise en place de points de contact et l'échange d'informations sur les pratiques de référence

*Financement* : incidences financières pour les États appliquant le Programme d'action et l'Instrument international (tous les engagements énumérés sont potentiellement concernés)

---